

100. profit de guerre

Comment le programme de profit de la guerre a fonctionné

Par Anna Von Reitz

Informations supplémentaires fournies à S.E. Le cardinal Mamberti et la Cour de chancellerie du Vatican, concernant nos revendications du 6 mars 2005, 19 janvier 2023, en seq:

Comment le programme de profit de la guerre a fonctionné

Cela a commencé en Grande-Bretagne avec le "roi" Henry le huitième. Ceux qui ont toujours fait attention savent que rien de tel qu'un véritable "roi" singulier n'existe en Grande-Bretagne depuis 1087 après JC et donc, Henry VIII, comme ses prédécesseurs et successeurs immédiats, agissait en fait comme l'inverse des intérêts du Commonwealth du Pape en Grande-Bretagne.

Henry VIII était peut-être un "roi" dans le Saint-Empire romain germanique, mais pas en Grande-Bretagne. Il était peut-être aussi un "roi" en France, tout comme Elizabeth II était une reine - en Grèce.

Il est temps que le programme scolaire britannique soit mis à jour en conséquence et que le peuple britannique se souvienne de la source réelle de sa liberté et de ses droits de propriété ---- The Norman Settlement et The Magna Carta.

Henry VIII a parrainé les "Actes de divulgation" illégaux et immoraux et illégaux qui ont commencé la destruction de l'Angleterre, de l'Irlande, de l'Écosse et du Pays de Galles et l'effacement des droits de propriété et du statut politique de la population de ces pays en tant qu'hommes et femmes libres.

Heureusement, parce que le "roi" Henry VIII agissait en fraude, toutes ces lois peuvent maintenant être effacées et les biens matériels restitués aux héritiers des victimes.

Notez le vrai Maxim of Law: aucune action ne découle d'une fraude.

Aucune action. Aucun. Zéro. Jusqu'aux racines de la fraude initiale qui a commencé en Angleterre avec Henry VIII et les Enclosure Acts.

Les rois d'Angleterre réels et vrais ont donné au peuple les stands de la Magna Carta et de la Magna Carta, peu importe le nombre de menteurs et d'apologistes qui pourraient apparaître pour le pape et ses sociétés municipales et territoriales.

Ainsi, après avoir déterminé le début de la mise en œuvre de la Grande Fraude, nous sommes maintenant en mesure d'en voir la fin.

Aujourd'hui, le "roi" Charles est toujours dans la même position que le "roi" Henry --- et le "roi" John bien avant l'un ou l'autre. Il se présente comme un usurpateur étranger opérant comme un surveillant des intérêts du Commonwealth du pape en Grande-Bretagne et n'est pas du tout un véritable monarque britannique. Comme sa mère, le «roi» Charles a plutôt occupé le président des États --- agissant en tant que chef titulaire des intérêts des sociétés d'État municipales et britanniques du pape.

Chacune de ces sociétés d'État municipales et britanniques étrangères, y compris, mais sans s'y limiter, "le Royaume-Uni, l'INC", s'est livrée à une "guerre mercenaire" illégale, immorale et illégale pendant une bonne partie de quatre cents ans et elles ont toutes besoin être liquidée, les avoirs purs et durs étant remis en possession et sous le contrôle du peuple d'Angleterre, d'Écosse, d'Irlande, du Pays de Galles, et les nombreux autres pays touchés par ces escrocs.

Avance rapide vers la mécanique plus moderne des banques et les gouvernements bidons opéraient en tant que sociétés de services commerciaux.

Après la soi-disant "guerre civile américaine", le gouvernement territorial britannique "États-Unis" a délibérément déformé le gouvernement américain et a rapporté que nous étions "manquants" "supposés être" in interregnum "--- et ils ont affirmé une fausse" confiance privative de liberté intérêt "en nous et nos actifs jusqu'à notre" retour".

Utilisant cette excuse et ne nous disant pas un mot à ce sujet, ils ont importé leur propre armée "territoriale" - l'équivalent du "Raj" en Inde - et ont établi des districts militaires étrangers recouvrant nos États, et des tribunaux de district militaire étrangers, qui étaient en fait des organisations privées de collecte de factures d'entreprise dans le cadre de la collecte de "réparations de guerre".

Voir les actions du "Congrès" territorial en mai 1865 pour voir comment ils ont créé ces tribunaux Carpetbagger et dirigé ces tribunaux militaires étrangers en tant que sociétés commerciales "tribunaux" --- illégalement, sans contrat et sans autorisation de faire quoi que ce soit, le tout sous la couleur de la loi, sans divulgation au peuple américain. Ils ont poursuivi cet outrage jusqu'à nos jours, ce qui a donné lieu à nos demandes reconventionnelles.

Ils ont suivi le même plan de match de base en dépassant les nations du Commonwealth et plus tard, les nations d'Europe occidentale et du Japon. Ils ont affirmé que le gouvernement national naturel avait "disparu" ou "n'avait pas comparu" et ont donc affirmé qu'ils avaient un "intérêt de confiance gardien" --- le tout sans fournir de divulgation aux personnes réelles vivant dans ces pays et sans aucun contrat réel.

Au nom de la "défense" de tous ces territoires occupés illégalement, les corporations municipales coupables et les officiers territoriaux responsables ont créé et engagé pas moins de 250 conflits armés mercenaires sous le couvert de la loi et de la prétention de la défense. Ils se sont également engagés généreusement dans la manipulation politique, déposant à plusieurs reprises des gouvernements élus populaires en faveur de tout ce qui convenait à leurs motivations commerciales.

La CORPORATION BRITANNIQUE DE LA CROISSANCE, LE DISTRICT DE LA CORPORATION DE COLUMBIE, LA MUNICIPALITÉ DE WASHINGTON, DC et les sociétés d'État britanniques affiliées telles que la United States of America Corporation, ont tous été engagés dans ces stratagèmes néfastes, trahison, criminel, de racket et de profit.

Les dépenses de toutes ces "guerres" mercenaires commerciales ont été répercutées sur les États et le peuple américains, tandis que les bénéfices ont été siphonnés ou conservés par des "fonds de pension fédéraux" et d'autres caisses noires contrôlées par les auteurs. Aucune comptabilité publique ou divulgation de tout cela n'a été fournie au grand public de ce pays - les soi-disant Américains "disparus" qui ont été universellement contraints d'exécuter en vertu de la couleur de la loi, ont été enregistrés illégalement et illégalement avec leur propriété privée, et également illégalement et illégalement titrisés en garantie des dettes de ces criminels.

En plus de l'argent que ces sociétés municipales et officiers territoriaux ont fait pour promouvoir tous ces "guerres" mercenaires commerciaux illégaux à but lucratif, et pour imposer les factures de tout cela à leurs employeurs prétendument "absents", ils ont également répercuté les frais d'occupation de tous ces "territoires étrangers" aux États et aux peuples américains, ce qui a entraîné la création de plus de 950 bases militaires dans le monde et la "défense" les dépenses de tous ces pays occupés illégalement pour nous.

Ainsi, ces sociétés municipales et leurs officiers territoriaux n'ont eu aucune dépense lors de la promotion de tous ces crimes contre leurs prétendus employeurs, et ont conservé le contrôle de nos actifs et de notre crédit et de tous les bénéfices de leurs activités de racket et de profit "en nos noms" --- et tous sous la couleur de la loi et des faux prétextes.

Ils l'ont fait à la Grande-Bretagne, aux États-Unis, aux anciens pays du Commonwealth, à dix-sept pays d'Europe occidentale et au Japon simplement en disant aux grands mensonges et en prétendant qu'aucun gouvernement civil n'était présent - puis en l'utilisant pour affirmer un "intérêt gardien protecteur" jusqu'à ce que les gouvernements civils nationaux "reparaissent".

Il est assez difficile de "réapparaître" lorsque vous n'êtes allé nulle part et sans avoir été informé que vous aviez jamais disparu.

Un élément clé de ce régime impie a été fourni par les banques, en particulier les soi-disant "banques centrales" qui ont fermé les yeux sur tout cela, afin d'en profiter. Ils savaient mieux, mais ils ont fait un petit logement "clin d'oeil" dans les coulisses et ont permis aux auteurs de ce vaste stratagème de fraude multigénérationnelle d'accéder à notre crédit et de verrouiller nos actifs dans les "comptes principaux des garanties mondiales" et les "Fonds de stabilisation économique" et tous enregistrés et entretenus via différents écrans colorés sur les terminaux bancaires du monde

entier.

Le seul objectif des «banques centrales» est d'être illégal - et c'est de contrôler l'offre de produits de base, y compris «l'argent» et le «crédit». Bien que ces institutions aient été autorisées à exister en utilisant l'excuse que leurs activités empêcheraient les ruissellements bancaires et les paniques et les pénuries d'approvisionnement, et serviraient à contrôler l'inflation et la déflation, cela ne s'est pas avéré vrai.

Depuis la création du Global Federal Reserve Banking System dans une enclave internationale achetée et payée à l'intérieur des frontières de la Suisse, le monde a subi d'innombrables "guerres" mercenaires commerciales, accidents de devises, vols d'actifs, dépressions, confiscations militaires illégales, et confiscations illégales et illégales d'actifs privés, manipulation flagrante de soi-disant "intérêts de fiducie publique", et peut-être le plus accablant, inflation délibérée des monnaies nationales et vol de crédit et autres manipulations qui ne peuvent être justifiées par aucun avantage public.

Le gouvernement suisse est chargé d'héberger ces pirates et de promouvoir la criminalité dans d'autres pays ainsi que dans le leur.

Nous exigeons la liquidation de toutes les sociétés de la Banque centrale en reconnaissance du fait qu'elles ont illégalement et illégalement saisi nos actifs et notre crédit et les ont mis à la disposition de criminels connus opérant en tant que sociétés municipales dirigées par des agents territoriaux, le fait que l'objectif de la centrale les banques sont intrinsèquement illégales et le contrôle illégal du commerce et des fournitures de produits de base, et enfin, leur incapacité totale à fournir un quelconque avantage public à quiconque, sauf à leurs co-conspirateurs, dans ces crimes explicites contre l'humanité.

Tous les actifs détenus par toutes les banques centrales doivent être libérés et restitués aux personnes vivantes et aux gouvernements nationaux des personnes vivantes auxquelles ces actifs appartiennent. Les banques elles-mêmes doivent être liquidées avec préjugés et remplacées par des institutions qui distribuent des crédits prépayés aux victimes de ces crimes et nous, les habitants de cette planète, devons recevoir nos actifs --- nos actifs physiques et notre crédit actifs.

Le rôle des banques en général, y compris des institutions vénérables telles que la Banque d'Angleterre et la Banque d'Écosse, et leurs partenaires d'assurance, Lloyd's de Londres et Barclay's, dans la promotion et le profit de ces stratagèmes scandaleux de fraude d'entreprise doit être reconnu.

Rien de tout cela ne s'est produit dans le vide.

Ceux qui tirent leur argent de la guerre, de la mort et de la destruction continueront de promouvoir la guerre, la mort et la destruction jusqu'à ce que leurs sociétés soient liquidées et qu'ils soient eux-mêmes exposés à la pleine responsabilité personnelle et commerciale de leurs actes. La voie la plus rapide vers un avenir pacifique et productif pour l'humanité est de rendre la guerre et les crimes d'autres types non rentables.

Le gouvernement américain actuel a été rétabli et a "réapparu" sous la forme de cinquante assemblées d'État correctement déclarées, publiées et organisées qui ne font partie d'aucun "district" ou "gouvernement de district", pas de district municipal ou de franchise, soit --- nos assemblées d'État, comme nos États, ne sont pas constituées en société.

Compte tenu du grand mal que les habitants de cette planète ont subi aux mains des sociétés commerciales déchaînées, en particulier les sociétés municipales et territoriales exploitées en tant que prestataires de services, fabricants et banques, nous pensons que les entités constituées doivent être définitivement interdites de participation au gouvernement et empêché de faire des dons de campagne aux candidats en général.

Nous pensons également que les tribunaux ecclésiastiques responsables de ces entités de fiction juridique doivent être beaucoup plus accessibles au public, tout comme le rôle et la responsabilité du pape et de la curie romaine en tant que directeurs responsables de la surveillance, de la discipline et de la liquidation de ces Les fictions légales doivent être pleinement divulguées au grand public --- à ceux qui sont les plus susceptibles d'être lésés, fraudés. volé, voire assassiné par ces sociétés municipales et leurs surveillants territoriaux.

Nous reconnaissons la difficulté à laquelle sont confrontés les auteurs qui ont usurpé contre les gouvernements légaux de tant de pays. En désactivant secrètement tant de gouvernements nationaux, ils sont maintenant confrontés à la nécessité d'accélérer le "retour" des gouvernements nationaux à leur pleine fonction et contrôle ---- sachant que le gouvernement britannique légal est frappé d'incapacité depuis au moins 400 ans et que le gouvernement américain était dans les limbes pour 160 et d'autres gouvernements nationaux ont également été "mal représentés" par ces usurpateurs de sociétés commerciales criminelles ----- nous pouvons néanmoins nous efforcer d'un retour pacifique, rapide et permanent à la raison, à la justice et à un bon gouvernement.

Les banques qui négocient des devises fictives sont confrontées à un dilemme similaire qui ne peut être résolu que par l'émission de crédit prépayé en montants limités et la réintroduction de devises réelles adossées à de l'argent et à de l'or. Comme la valeur de notre crédit nous a été lentement volée via la "taxe" silencieuse de l'inflation, elle doit être restituée selon nous et nos meilleurs intérêts, afin de maintenir la valeur du crédit dû. Nous avons affrété une institution, The Global Family Banks, pour fournir ce service à l'humanité, quel que soit le lieu de résidence sur Terre. Il s'agit d'un moyen totalement transparent et philanthropique de redonner de la valeur aux victimes et à leurs héritiers légaux.

Nous n'approuvons pas les "devises numériques" qui sont un moyen de surveiller et de contrôler et de manipuler politiquement les gens par des sociétés commerciales non autorisées et non élues proposant de redevenir des "gouvernements"; comme nous l'avons dit hier et comme nous le répétons, merci, mais non merci. Nous n'avons pas besoin que nos employés surveillent la marque de dentifrice que nous préférons ou tentent de nous transformer en organismes génétiquement modifiés ou restreignent notre droit et notre capacité à acheter, vendre, échanger ou faire autre chose que nous avons le droit naturel de faire.

Toute tentative de toute société commerciale d'établir un monopole, le contrôle de notre accès à l'argent, à nos propres actifs ou à notre crédit sera accueillie avec une demande immédiate de

liquidation.

De même, nous nous opposons à la "Loi" RESTRICT qui est en tout cas une loi d'entreprise poussée par des criminels tentant de censurer la liberté d'expression dans ce pays.

La juridiction aérienne au-dessus de notre terre et de notre sol nous appartient et nous appartient depuis 1787. Il n'appartient pas aux sociétés municipales en cours de liquidation. Ces sociétés commerciales de «services» n'ont aucune autorité et aucun contrat pour interférer avec notre accès et notre jouissance d'Internet ou de tout autre développement technologique qui utilise nos ondes aériennes publiques et notre espace aérien que nous pouvons trouver bénéfiques.

De même, ils n'ont aucun pouvoir ni contrat pour nous censurer ou prendre des décisions sur la véracité de nos opinions ou faits que nous pouvons présenter pour examen public et débat.

Nous exigeons la liquidation de toutes les sociétés municipales et territoriales qui ont nié nos garanties contractuelles et violé nos droits substantiels, notamment Facebook, Paypal, CNN, CBS, NBC, ABC et l'éviction des membres actuels du Congrès territorial qui ont créé et soutenu le "RESTRICT" la législation, contraire à la liberté de toute nature, y compris la liberté d'esprit et la liberté de communication.

L'idée que toute société municipale ou société territoriale, l'une ou l'autre, pourrait jamais dériver un droit de désobéir au droit public et de fouler aux pieds les garanties constitutionnelles dues aux États et aux peuples américains, tout en utilisant notre espace aérien et nos ondes, et en profitant via le l'utilisation de nos ressources publiques est loufoque.

Ces sociétés doivent être fermées et placées sous une nouvelle direction conforme au droit public et aux garanties qui nous sont dues. Soit cela, soit ils ont été liquidés et leurs principaux actionnaires et membres du conseil d'administration arrêtés pour tentative de privation de droits en vertu de la couleur de la loi et infractions similaires.

Nous ne sommes pas une "démocratie" et ne l'avons jamais été. Malgré l'effort de propagande sans fin qui parle sans cesse de "notre démocratie", l'Amérique n'est pas une démocratie. Le district de Columbia, une société municipale, est géré comme une démocratie.

16 juillet 1790. Loi sur le premier district de Columbia. Notre congrès continental a mis de côté le «territoire» de dix milles carrés du district de Columbia comme terre à utiliser par les trois (3) des sous-traitants du «gouvernement fédéral» nouvellement créés, et pour servir de siège à leur gouvernement de district territorial.

27 février 1801. La loi sur le deuxième district de Columbia, entreprise par le Congrès territorial, a créé deux comtés, établi des gouvernements municipaux pour les communautés de la zone touchée et prévu leurs propres responsables de district et juges.

Cette deuxième loi sur le district de Columbia a été appelée à plusieurs reprises la District of Columbia Organization Act (telle qu'elle était en effet) et la «Charter Act of the District of Columbia» qui l'a établie en tant que municipalité --- par les membres de la États-Unis. Cour suprême.

Une loi supplémentaire définitive le 3 mars 1801 a fait des États-Unis. Les maréchaux responsables de l'application des lois locales dans l'enclave du district de Columbia.

Depuis 1801, le «district de Columbia» est reconnu comme un «territoire» de ces États-Unis (et non de la municipalité des États-Unis), et comme une société municipale avec son propre gouvernement distinct et le droit de poursuivre et d'être poursuivi en tant que société commerciale.

C'est à partir de cette société d'administration municipale d'origine que dérivent toutes les autres sociétés municipales associées au district de Columbia.

En 1877, à la suite de malversations de la part de membres du Congrès territorial, la municipalité de Washington, DC, a reçu une charte municipale distincte, créant une "municipalité au sein d'une municipalité".

La charte de district d'origine était largement autorisée par les termes des traités de paix mettant fin à la guerre d'indépendance, puis exigée par la Constitution des États-Unis d'Amérique [territoriaux]. La deuxième charte municipale n'a été envisagée par aucune partie de ce processus de paix ni autorisée par le permis d'utilisation délivré par les États du Maryland et de la Virginie, qui n'autorisait pas la création d'une cité-État internationale distincte et indépendante sur leur rives - ou les nôtres.

Depuis plus de cent ans, la Municipal Corporation de Washington, DC, existe et les apologistes de cela affirment que les "pouvoirs pléniers" établis pour les membres du Congrès territorial agissant en tant que gouvernement de Washington, DC ont permis la création officielle d'un ville-État internationale indépendante et indépendante sur nos côtes; nous ne sommes pas d'accord et ajoutons cela à la longue liste d'usurpations criminelles de la District of Columbia Municipal Corporation et de ses membres contre nous.

À aucun moment au cours des discussions constitutionnelles ayant conduit à l'adoption des constitutions fédérales --- et de cette section en particulier --- n'a-t-il été suggéré que Washington, DC, serait jamais une cité-État internationale distincte et indépendante, ni aucun indice que la mise en place de "pouvoirs pléniers" sur Washington, DC accordé aux membres du Congrès territorial était destiné à une telle fin.

Au lieu de cela, le but explicite du gouvernement de Washington, DC était de veiller à ce que tous les États et les sous-traitants fédéraux et les pays étrangers puissent avoir un lieu de rencontre sûr et neutre pour faire des affaires. Période.

C'était le devoir et la responsabilité confiés aux membres du Congrès territorial (district) ainsi que le pouvoir plénier de l'appliquer. Alors comme maintenant, l'intention de la subvention ou du contrat est essentielle et ne peut être contournée, tout comme toute obligation réglée sur un congrès ne peut être remise à des agences et sous-traitants non élus.

Une fois de plus, les membres du Congrès territorial (district) ont outrepassé leur autorité et le but que nous avons en accordant cette autorité, pour créer une hégémonie illégale, immorale et illégale pour eux-mêmes, qu'ils ont utilisée pour nous faire passer pour nous et usurper contre

notre autorité légale depuis les années 1870.

Le gouvernement municipal opérant comme «les États-Unis» n'est pas les États-Unis.

La municipalité de Washington, DC, doit être liquidée avec sa société municipale distincte, et toutes les idées selon lesquelles elle est ou peut être une cité-État internationale indépendante doivent être abandonnées; nous avons accordé aux membres du Congrès territorial (district) le contrôle plénier de Washington, DC dans un but précis, qu'ils ont éludé et tordu au mépris flagrant de leurs permis d'utilisation et de leurs contrats constitutionnels.

Il est de la responsabilité des membres du Congrès territorial de dissoudre cette cité-État internationale indépendante, involontaire et non autorisée et de se conformer à leurs propres contrats et devoirs, de cesser d'usurper l'identité des États-Unis comme "les États-Unis" et autrement de cesser et de s'abstenir de tous les actes et usurpations hostiles contre leurs employeurs.

Ce sont nos cordons de bourse, pas les leurs, et chaque banque et chaque officier "fédéral" et citoyen de quelque bande que ce soit, y compris les membres du Congrès territorial (district), sont avisés de leurs obligations contractuelles et des limites de leur autorité en ce qui concerne toutes les questions abordées dans le présent document.

L'avis aux agents est un avis aux directeurs; L'avis aux directeurs est un avis aux agents.

Délivré par: Anna Maria Riezinger, fiduciaire
États-Unis d'Amérique
En charge de: Box 520994
Big Lake, Alaska 99652

Voir cet article et plus de 4000 autres sur le site Web d'Anna ici: www.annavonreitz.com

Revision #2

Created 31 March 2024 00:00:07 by Bryan

Updated 31 March 2024 00:23:56 by Bryan